

Réunion du Comité du CTF
Washington
Mercredi 6 juin 2018

Point 5 de l'ordre du jour

RAPPORT SUR LES RISQUES DU CTF

I. RESUME

Point sur les prêts qui ont enregistré des impayés

1. En janvier 2018, la BERD a signalé qu'un emprunteur associé au projet de biogaz de Rokytné (montant du prêt du CTF = 2 millions d'euros) a manqué une échéance de remboursement. L'emprunteur est maintenant à jour de tous les paiements et le prêt n'est plus en défaut de paiement.
2. La BERD a restructuré le prêt du CTF lié au projet Ivankiv¹ (5,6 millions d'euros) et ce prêt n'accuse plus d'impayé.

Point sur les prêts qui enregistrent actuellement des impayés

3. Au 31 mars 2018, deux autres prêts du CTF (15,5 millions euros et 12 millions dollars) étaient en défaut de paiement.

Risque lié à la mise en œuvre/risque de crédit

4. Projet d'appui aux énergies renouvelables d'Eskom bénéficie d'un financement de 250 millions de dollars du CTF. Le projet est en vigueur depuis 75 mois mais n'a enregistré aucun décaissement de fonds. En novembre 2017, la Banque mondiale et cinq autres institutions financières² ont envoyé une lettre au ministre sud-africain des entreprises publiques, déclarant qu'elles étaient extrêmement préoccupées par un certain nombre de problèmes de gouvernance et de conformité, et notamment par de graves accusations d'irrégularités portées contre des membres de la direction d'Eskom. Eskom a élaboré une proposition alternative qui a consisté à remplacer la composante CSP initiale qui vise à installer un ensemble d'accumulateurs, qui sera complété par de nouveaux investissements dans des projets d'énergie renouvelable. Parallèlement, la BIRD et d'autres bailleurs de fonds ont convenu d'un plan d'action avec le gouvernement pour régler les problèmes de gouvernance qui minent Eskom. La BIRD et la BAD ont l'intention de restructurer le projet d'appui aux énergies renouvelables d'Eskom à travers une proposition conjointe révisée qui sera soumise à l'examen du Comité du CTF.
5. Le risque lié à la mise en œuvre pour le CTF est demeuré élevé, puisque ce risque a été signalé concernant sept projets représentant 567 millions de dollars de financement approuvé.

¹ Le projet de biomasse Ivankiv a enregistré des impayés à partir d'août 2015.

² Banque africaine de développement, Fonds africain de développement, Agence française de développement AFD, Banque européenne d'investissement et KfW.

Risque de change

6. La livre sterling s'est appréciée de 4,6 % par rapport au dollar américain, ce qui a entraîné une baisse non réalisée de la valeur des billets à ordre non encaissés du CTF, qui est passée de 100 millions de dollars à 66 millions de dollars.

Autres informations

7. Depuis la dernière réunion du CTF tenue en décembre, l'analyste des risques a rejoint la CIFAU.
8. La CIFAU s'emploie à conclure des protocoles de partage d'informations avec les BMD en vue de recevoir des informations relatives à la fraude et à la corruption liées aux projets des FIC, et a maintenant un tel accord avec l'une des BMD.
9. Le présent document fait le point sur les évaluations des risques les plus importants auxquels le CTF est confronté. Les données au 31 décembre 2017 ont été utilisées pour identifier les projets présentant un risque lié à la mise en œuvre (toutefois, dans certains cas, des informations plus à jour sont disponibles et cela est relevé dans le rapport lorsque ces informations sont utilisées). Les informations concernant les autres risques datent du 31 mars 2018.
10. Le tableau ci-dessous présente la matrice sommaire des risques du CTF concernant les principaux risques au 31 mars 2018.

Matrice sommaire des risques au 31 mars 2018			
<u>Risque</u>	<u>Probabilité du risque</u>	<u>Gravité du risque</u>	<u>Note de risque globale</u>
Risque lié à la mise en œuvre	Très probable	Élevé	Élevé
Risque de change	Très probable	Modéré	Élevé
Risque de crédit	Probable	Modéré	Élevé

Définition du risque : Le risque désigne toute menace qui pèse sur la réalisation des objectifs du CTF.

11. Cette définition, ainsi que celle des objectifs du CTF, forment le contexte du cadre de gestion du risque institutionnel.
12. À ce jour, les trois risques les plus importants auxquels le CTF est exposé sont les suivants.
 - i. Risque lié à la mise en œuvre
 - ii. Risque de change lié aux billets à ordre
 - iii. Risque de crédit

13. La section suivante fait un point sur le niveau d'exposition à ces risques.³

II. ÉVALUATION DES PRINCIPAUX RISQUES - CTF

I. Risque lié à la mise en œuvre - le risque qu'un projet ne soit pas exécuté dans les délais prévus, après son entrée en vigueur

14. La CIFAUAU signale un risque lié à la mise en œuvre concernant un projet si le projet répond à au moins l'un des deux critères suivants.
- I. Le projet est en vigueur depuis 36 mois mais a décaissé moins de 20 % des fonds approuvés.
 - II. Le projet se situe à 15 mois de la clôture (c'est-à-dire le délai dans lequel tous les fonds du CTF doivent être décaissés), mais il a décaissé moins de 50 % des fonds approuvés.
15. Les BMD fournissent cette information de façon semestrielle, et les informations les plus récentes datent du 31 décembre 2017.
16. Il existe des différences entre la terminologie utilisée pour les projets du secteur public et ceux du secteur privé. Cela doit être clarifié avant de pouvoir déclarer le niveau d'exposition à ce risque pour les projets du secteur privé. La CIFAU s'efforcera à l'avenir d'inclure ces informations dans les tableaux de bord des risques de façon agrégée. Toutefois, sur la base de l'expérience acquise à ce jour, les projets du secteur privé respectent le plus souvent le calendrier de décaissement des fonds après leur entrée en vigueur.
17. Le tableau 1 montre que sept projets (contre quatre au 30 juin 2017) représentant 567 millions de dollars (contre 408 millions de dollars au 30 juin 2017) de financement approuvé ont été signalés par rapport au premier critère. De ces sept projets, trois avaient également été signalés au 30 juin 2017 (Programme d'énergie éolienne de l'ONE, projet de transformation du marché par l'introduction de véhicules électriques à haut rendement énergétique et projet de CSP d'Eskom). Un quatrième projet (Programme de développement stratégique des systèmes de transport public (SETP) - Colombie), qui avait été signalé au 30 juin 2017, a augmenté substantiellement les décaissements, qui sont passés à près de 30 % du financement approuvé par les BMD et n'est plus signalé comme présentant un risque lié à sa mise en œuvre.

³ La gravité, dans le processus d'évaluation du risque, est déterminée (dans la mesure du possible) en fonction de l'impact estimé d'un risque en pourcentage du montant total des promesses de contribution et des contributions du programme.

- La note « grave » correspond à un impact potentiel estimé à plus de 5 % du montant total des promesses de contribution et des contributions du programme.
- La note « modérée » correspond à un impact potentiel estimé à 1 % < 5 % du montant total des promesses de contribution et des contributions du programme.
- La note « minimal » correspond à un impact potentiel estimé à > 1% du montant total des promesses de contribution et des contributions du programme.

18. La note de risque du CTF en ce qui concerne le risque lié à la mise en œuvre est « élevé »

Tableau 1. Projets du secteur public du CTF qui sont en vigueur depuis 36 mois, mais qui ont décaissé moins de 20 % des fonds approuvés (millions d'USD)

Project Title	Country	MDB	MDB approved funding	Cumulative disbursement (as of Dec 2017)	% disbursed	Effectiveness date	Months since Effectiveness
Eskom Renewable Support Project - CSP	South Africa	IBRD	200.0	-	0.0%	Jul-12	66
		AFDB	50.0	-	0.0%	Sep-11	75
Market Transformation through Introduction of Energy Efficient Electric Vehicles Project	Philippines	ADB	13.1	0.2	1.8%	Dec-13	49
One Wind Energy Plan	Morocco	AFDB	125.0	20.3	16.2%	Jul-14	43
Geothermal Financing and Risk Transfer Facility	Mexico	IDB	54.3	0.7	1.2%	Oct-14	40
Second Urban Infrastructure Project (UIP-2)	Ukraine	IBRD	50.0	3.0	6.0%	Nov-14	38
District Heating Energy Efficiency Project	Ukraine	IBRD	50.0	2.7	5.5%	Nov-14	38
Cebu Bus Rapid Transit Project	Philippines	IBRD	25.0	-	0.0%	Dec-14	37

19. Projet d'appui aux énergies renouvelables d'Eskom - Afrique du Sud Ayant constaté que les offres soumises dans la demande de propositions initiale pour la réalisation de la CSP ne répondaient pas à des exigences commerciales et techniques importantes ou ne s'y conformaient pas, Eskom a élaboré une proposition alternative consistant à remplacer la composante CSP initiale qui vise à installer un ensemble d'accumulateurs, complétée par de nouveaux investissements dans des projets d'énergie renouvelable. La proposition combine des investissements dans l'achat d'accumulateurs avec le projet d'énergie éolienne déjà existant de Sere, le projet futur d'aménagement d'une centrale de production d'énergie PV solaire distribuée qui sera mis en œuvre par Eskom et les projets du programme d'achat par des promoteurs d'énergie renouvelable auprès de producteurs indépendants d'électricité privés qui étaient à l'arrêt parce que le seul preneur ou acheteur de l'énergie renouvelable, Eskom, estimait disposer d'une capacité suffisante et souhaitait éviter les coûts supplémentaires que lui imposaient la nouvelle capacité de production d'énergie renouvelable. L'objectif de développement du projet reste inchangé et les principaux indicateurs de résultats restent conformes à ceux proposés à l'origine. Deux conditions fixées pour l'acceptation de la composante alternative d'Eskom - Ensemble d'accumulateurs - étaient l'approbation de l'alternative par le Conseil d'administration d'Eskom et la signature des AAE avec les producteurs indépendants d'énergie renouvelable (REIPP) qui étaient en suspens depuis environ deux ans. Ces deux exigences ont été satisfaites.

20. La Banque mondiale et la BAD examinent actuellement cette proposition et ont l'intention de soumettre une proposition conjointe révisée au comité du CTF. Suite à l'approbation du comité du CTF, la Banque mondiale restructurera le(s) projet(s) existant(s) d'Eskom (Note : Se reporter à la section sur le risque de crédit pour connaître les autres problèmes qui pourraient avoir une incidence sur ce projet).

21. Transformation du marché par l'introduction de véhicules électriques à haut rendement énergétique - Philippines : des coûts de déclenchement électronique plus élevés que

prévu ont affecté la demande dans le cadre de la conception initiale du projet, ce qui a entraîné de faibles niveaux de décaissement. L'annulation d'une part substantielle du prêt a entraîné un écart supplémentaire par rapport aux prévisions de décaissement. Des révisions ultérieures ont été apportées aux mécanismes d'exécution du projet pour faire face à la baisse de la demande, et la BAD et le gouvernement travaillent ensemble pour assurer un déploiement durable dans le cadre des nouveaux dispositifs mis en place pour les 3000 unités sous contrat. Le gouvernement a fait part de son intention de demander une prorogation du prêt pour permettre un déploiement complet et a déclaré espérer que la distribution débute en 2018, ce qui déclenchera un décaissement au profit du fournisseur.

22. Programme d'énergie éolienne de l'ONE - Maroc Entre la fin 2017 et le 17 avril 2018, le taux de décaissement du prêt du CTF est passé de 16 % à 19 % du financement approuvé du le CTF. Le 18 avril, l'emprunteur a adressé une demande de décaissement à la BAD (en cours de traitement) pour un montant de 20 millions de dollars. Une fois décaissé, le taux passera à environ 36 % et le projet ne sera plus considéré comme présentant un risque lié à la mise en œuvre.
23. Les retards étaient principalement dus à la complexité des processus de passation des marchés (PPP, lot unique, mode de financement impliquant plusieurs bailleurs de fonds (BAD, BEI, UE, KFW)). Le temps écoulé entre le lancement de la phase de présélection du projet et l'attribution provisoire du contrat a duré 53 mois, ce qui était largement au-delà des délais initialement prévus. Le retard dans le démarrage du STEP à Abdelmoumen était également dû au fait que le premier processus de présélection des soumissionnaires engagé dans le cadre de ce projet a été annulé, ce qui a entraîné un retard de près de 48 mois dans le processus de passation de marchés. Le processus est maintenant à l'étape finale et la BAD espère la signature du contrat avant la fin de l'année.
24. Mécanisme de financement et de transfert des risques liés aux projets géothermiques - Mexique : L'offre de valeur du programme initial pour les promoteurs de projets géothermiques était trop coûteuse et avait dissuadé les promoteurs de soumettre une demande de financement parce que les conditions financières offertes par l'opération initiale du CTF n'étaient pas assez attrayantes pour les exploitants de systèmes géothermiques (y compris la production de la CFE). Les prix très bas de l'énergie solaire photovoltaïque et de l'énergie éolienne dans les contrats à long terme pour l'achat d'énergie ont exercé une pression supplémentaire sur les autres projets d'énergie renouvelable. En conséquence, l'exécution du projet a été retardée et aucun décaissement n'a été effectué sur les ressources du prêt du CTF et de la BID ou du CRG. En outre, les contrats pour l'achat d'électricité au Mexique ont bénéficié de la baisse des prix des projets solaires et éoliens, ce qui a rendu la structure géothermique initiale encore moins attractive. À cet effet, la BID a soumis une demande de reformulation du projet au CTF, qui a été approuvée en janvier 2018. Avec les modifications apportées à la structure du projet (sous réserve de l'approbation du Conseil d'administration de la BID prévue pour mai 2018), les ressources du CTF devraient être engagées au début de 2019. La CFE (la compagnie de service public) et d'autres promoteurs privés de projets

géothermiques ont manifesté un intérêt pour la version modifiée du mécanisme de financement.

25. Les modifications suivantes ont été approuvées par le CTF : a) les ressources du CFT seront utilisées comme subventions de remboursement conditionnelle pour financer les activités de prospection ; b) le différé d'amortissement appliqué aux prêts, en cas de succès de la phase de prospection, sera porté à six ans ; c) les ressources du prêt de la BID seront utilisées pour financer les centrales électriques et les lignes de transport après qu'une ressource géothermique aura été prouvée ; et d) un seul contrat de forage sera attribué, par lequel les services de forage seront mis à la disposition de tous les promoteurs intéressés.
26. Deuxième projet d'infrastructure urbaine - Ukraine : le projet continue de subir des retards en raison des procédures internes telles que l'approbation des documents de conception, les longues périodes d'évaluation des soumissions et d'attribution des contrats, l'enregistrement des entrepreneurs et consultants étrangers, l'ouverture de bureaux de représentation par les entrepreneurs et consultants étrangers, la longueur du processus d'obtention des permis de construction, les problèmes liés au paiement, etc. L'équipe de la BIRD continue de fournir un soutien direct au client pour résoudre ces problèmes. Afin de réduire au minimum les retards dans la passation des marchés et d'accélérer la mise en œuvre, la Banque a demandé aux services de distribution d'eau des districts et au ministère du Développement régional, de la Construction, du Logement et des Services communaux, qui abrite l'Unité centrale de gestion des projets, d'apporter plusieurs changements aux mécanismes de coordination et de suivi conjoint avec les autres organismes gouvernementaux et entre les parties prenantes.
27. Projet de développement des systèmes de chauffage urbain économes en énergie - Ukraine : le projet prévoyait l'installation de sous-stations de chauffage individuel par 10 sociétés de chauffage urbain dans toute l'Ukraine. En raison de l'agitation dans l'Est du pays et des problèmes de gouvernance liés à la passation des marchés et à la fiscalité, trois villes ont été retirées du champ d'intervention du projet. Cela s'est traduit par la réduction de dix à sept du nombre de compagnies de service public participant au projet, et par l'annulation d'un montant de 109,95 millions de dollars sur les ressources du prêt de la BIRD (le solde actuel est de 222,05 millions d'USD). En outre, la Banque et les autorités ukrainiennes ont convenu de retirer officiellement une quatrième société (opérant dans la ville de Chernihiv) du projet, en raison de l'insuffisance des garanties fournies au ministère des Finances par la compagnie pour couvrir l'exposition du ministère des Finances. Le client et l'équipe de la BIRD réviseront la conception du projet dans le cadre d'une prochaine restructuration qui sera soumise à l'examen du Comité du CTF.
28. Projet de transport rapide par bus de Cebu - Philippines : un groupe de secrétaires d'État a accepté, le 25 avril, d'embaucher des consultants des services techniques pour examiner le projet, deux semaines après que le secrétaire aux transports et l'assistant du président aient recommandé son annulation. L'assistant du Président estime qu'un tramway est la

solution la plus viable pour résoudre le problème de l'encombrement des voies de circulation à Cebu.

29. Le tableau 2 montre que deux projets (contre quatre au 30 juin 2017) représentant 263 millions de dollars (contre 545 millions de dollars au 30 juin 2017) de financement approuvé ont été signalés par rapport au premier critère. De ces deux projets, un avait également été signalé au 30 juin 2017 (Eskom CSP).

Tableau 2. Projets du secteur public du CTF qui sont à 15 mois de leur clôture, mais qui ont décaissé moins de 50 % des fonds approuvés (en millions de dollars)

Project Title	Country	MDB	MDB approved funding	Cumulative disbursement (as of Jun 2017)	% disbursed	Financial closure date	Months before Financial closure
Market Transformation through Introduction of Energy Efficient Electric Vehicles Project	Philippines	ADB	13.1	0.2	1.8%	Jun-18	6
Eskom Renewable Support Project - CSP	South Africa	IBRD	200.0	-	0.0%	Dec-18	12
		AFDB	50.0	-	0.0%	Dec-18	12

ii. Risque de change lié aux billets à ordre - le risque que les fluctuations des taux de change entraînent une baisse de la valeur de la devise dans laquelle un billet à ordre est libellé.

30. La principale source d'exposition au risque de change pour le CTF demeure les billets à ordre en circulation (non encaissés) libellés en devises. Les contributions au CTF sous forme de billets à ordre libellés en livres sterling totalisent près de 1,130 milliard de livres sterling. Il n'y a pas eu d'autres encaissements depuis le 30 septembre 2017, et 517 millions de livres sterling de ces billets étaient encore en circulation au 31 mars 2018.
31. Depuis le rapport sur les risques de décembre (qui présentait des informations sur l'exposition au 30 septembre 2017), la valeur du GBP a augmenté de 4,6 %.
32. Le tableau 3 montre qu'il est très probable que le CTF réalise une baisse modérée (par rapport au montant du programme) des ressources disponibles en raison de l'exposition au risque de change par le biais de billets à ordre libellés en livre sterling. Toutefois, cette baisse non réalisée de la valeur de l'encours des billets à ordre a diminué, passant de 100 millions de dollars au 30 septembre 2017 à 66 millions de dollars, en raison de l'appréciation de la livre sterling.

Tableau 3 : Récapitulatif du risque de change du CTF

Currency Risk Exposure (Millions) as of March 31, 2018							
Program/ Subprogram	Original Amount Pledged/ Received	Pledged Amount Outstanding/ Unencashed	Realized Currency Gain/ (Loss)	Unrealized Currency Gain/ (Loss)	Risk Likelihood	Risk Severity	Risk Score
CTF	£1,130.00	£517.07	(\$47.27)	(\$65.70)	Very Likely	Moderate	High

iii. Risque de crédit - le risque qu'un bénéficiaire d'un financement du CTF ne soit pas disposé ou soit incapable de satisfaire aux conditions d'une obligation envers une BMD en sa qualité d'initiateur et de débiteur du financement du CTF.

33. L'exposition à ce risque pourrait faire en sorte que les ressources disponibles au sein du CTF deviennent insuffisantes pour permettre à l'Administrateur de rembourser les participants au financement du prêt. De plus, la viabilité et le succès d'un projet peuvent être affectés par la solvabilité financière d'un bénéficiaire.
34. La principale source d'exposition au risque de crédit pour le CTF est constituée par les fonds qu'il engage pour les prêts au secteur public (75 % du portefeuille) et au secteur privé (25 % du portefeuille). L'exposition au risque de crédit découlant d'autres instruments (par exemple, les garanties) est minime.

Point sur les prêts qui ont enregistré des défauts de paiement

35. En janvier 2018, la BERD a signalé qu'un emprunteur (montant du prêt du CTF = 2 millions d'euros) a manqué un remboursement prévu de 560 000 euros, dû le 30 novembre 2017 (principal/intérêts : 394 000 euros/166 000 euros) associé au projet Rokytné Biogaz. Toutefois, un remboursement partiel a été effectué le 1^{er} décembre 2017 et un autre a été effectué par la suite le 13 février 2018. Tous les montants restants ont été intégralement versés au 20 février 2018 et l'emprunteur est à jour de tous les paiements à l'heure actuelle. Ce prêt n'enregistre plus d'impayé.
36. La BERD a prolongé le différé d'amortissement pour le prêt du CTF (5,6 millions d'euros) associé au projet Ivankiv jusqu'en août 2018 et l'échéance jusqu'en août 2028. La durée de vie moyenne des prêts du CTF a augmenté de deux ans, tandis que la durée de vie moyenne du prêt associé de la BERD est passée à 2,75 ans. La BERD n'amortit aucun capital à ce stade et espère toujours recouvrer la totalité du capital au fil du temps. Ce prêt n'enregistre plus d'impayé.

Point sur les prêts qui enregistrent actuellement des impayés

37. Au 31 mars 2018, deux autres prêts au secteur privé du CTF (15,5 millions euros et 12 millions dollars) étaient en défaut de paiement.

Tableau 4 : Prêts du CFT en défaut de paiement au 31 mars 2018

Loan Amount	Currency	Missed Interest Payments		Missed Principal Payments		Default Interest
		Date	Amount	Date	Amount	
15,500,000	EUR	03/2015-03/2018	1,909,418		-	143,525
12,065,953	USD	8/1/2017	245,688	8/1/2017	96,528	
		2/1/2018	245,029	2/1/2018	90,495	9,150

Projet d'appui aux énergies renouvelables d'Eskom - Afrique du Sud

38. En novembre 2017, face aux préoccupations soulevées par un certain nombre de problèmes de gouvernance et de conformité, en particulier de graves accusations d'irrégularité portées contre des membres de la direction d'Eskom ainsi que des contrôles internes et des processus de passation de marchés volontairement biaisés, la Banque mondiale et cinq autres institutions financières⁴ ont adressé une lettre au ministre sud-africain des entreprises publiques, demandant la nomination d'un conseil d'administration complet pour s'assurer que les membres ne souffrent d'aucun conflit d'intérêts, d'aucune allégation de fraude ou de corruption, et qu'ils possèdent suffisamment de qualifications et d'expérience pour assurer les postes.
39. La Banque mondiale et d'autres bailleurs de fonds ont assuré le suivi d'un plan d'action en faveur d'Eskom qui comprend des mesures sur les réserves émises à l'occasion des audits et les rapports de conformité. Sur neuf actions, Eskom en a mis en œuvre huit, et la dernière n'est pas encore arrivée à échéance.
40. Le 20 janvier 2018, le vice-président sud-africain a annoncé la nomination d'un nouveau conseil d'administration pour Eskom.
41. Le 26 janvier 2018, l'agence Moody's a abaissé la note de crédit d'Eskom à B1, citant une nouvelle détérioration de la situation financière et des liquidités d'Eskom.
42. Le 29 janvier 2018, le nouveau président d'Eskom a informé les parties prenantes d'Eskom que la compagnie prévoyait de nommer le nouveau directeur général et le nouveau directeur financier dans un délai de trois mois. La Banque mondiale a été informée par la suite que les deux postes seraient pourvus au cours du mois de mai 2018.
43. Le 28 mars 2018, l'agence Moody's a abaissé la note de crédit d'Eskom à B2 en invoquant un manque de clarté concernant les plans d'Eskom visant à stabiliser ses finances. L'agence Moody's a également déclaré que le remplacement du conseil d'administration avait réduit la probabilité d'un défaut imminent à court terme.
44. En avril 2018, le directeur financier par intérim d'Eskom a reconnu que la continuité de l'exploitation d'Eskom serait menacée durant l'année en cours.
45. Pour l'instant, les financiers du projet sont satisfaits des progrès réalisés par Eskom pour répondre à leurs préoccupations et continuent de suivre la situation de près. Les performances et les actions d'Eskom resteront sous étroite surveillance, compte tenu de l'effet des risques d'échec ou de mauvaise performance de certains des projets d'Eskom figurant dans le portefeuille des énergies renouvelables du CTF en Afrique du Sud.⁵

Exposition au secteur public

⁴ Banque africaine de développement, Fonds africain de développement, Agence française de développement AFD, Banque européenne d'investissement et KfW.

⁵ Projet d'appui aux énergies renouvelables d'Eskom – Wind, Xina, and Ka Xu

46. Tous les prêts au secteur public du CTF sont accordés directement à des entités souveraines cotées à l'extérieur ou à des entités garanties par des entités souveraines cotées à l'extérieur. Actuellement, le CTF est exposé vis-à-vis de 11 entités souveraines dont la cote varie de triple-C (Ukraine) à simple A (Mexique).
47. Le tableau 5 résume les variations des notations du secteur public qui se sont produites entre le 30 septembre 2017 et le 31 mars 2018.

Tableau 5 : Résumé des variations des notes de crédit des bénéficiaires de prêts au secteur public du CTF

Country	9/30/2017				3/31/2018			
	S&P	Moody's	Fitch	Weakest Rating	S&P	Moody's	Fitch	Weakest Rating
Colombia	BBB	Baa2	BBB	BBB	BBB-	Baa2(N)	BBB	BBB-
Egypt	B-	B3	B	B-	B-(P)	B3	B(P)	B-
India	BBB-	Baa3(P)	BBB-	BBB-	BBB-	Baa2	BBB-	BBB-
Indonesia	BBB-	Baa3(P)	BBB- (P)	BBB-	BBB-	Baa3(P)	BBB	BBB-
Mexico	BBB+(N)	A3(N)	BBB+	BBB+	BBB+	A3(N)	BBB+	BBB+
Morocco	BBB-	Ba1(P)	BBB-	BB+	BBB-	Ba1(P)	BBB-	BB+
Philippines	BBB	Baa2	BBB-(P)	BBB-	BBB	Baa2	BBB	BBB-
South Africa	BB+(N)	Baa3(N)	BB+	BB+	BB	Baa3	BB+	BB
Turkey	BB (N)	Ba1(N)	BB+	BB	BB(N)	Ba2	BB+	BB
Ukraine	B-	Caa2(P)	B-	Caa2	B-	Caa2(P)	B-	Caa2
Vietnam	BB-	B1(P)	BB-(P)	B+	BB-	B1(P)	BB-(P)	B+

48. La CIFAU utilise la probabilité de défaut (PD) sur cinq ans⁶ et la perte en cas de défaut (LGD) associée à chaque note pour estimer le taux de perte prévu⁷ associé au portefeuille de prêts au secteur public. La CIFAU a affiné sa méthodologie d'évaluation des notations, qui sera désormais basée sur :
- I. Tel que publié dans l'étude annuelle sur les défauts de paiement de Moody's : Taux de défaillance des entreprises et taux de recouvrement, 1920-2016 ; et
 - II. des paliers de notation individuelle plus granulaires (BBB contre BBB-) plutôt que des catégories de notation (BBB contre BB)
49. Ces améliorations ont entraîné une diminution des pertes prévues pour le portefeuille de prêts au secteur public, qui sont passées de 4,8 % au 30 septembre 2017 à 4,4 % (voir le tableau 6), et la cote de crédit moyenne pondérée du portefeuille du secteur public demeure stable à BB.

⁶ Tel que publié dans *Moody's Annual Default Study: Taux de défaillance des entreprises et taux de recouvrement, 1920-2016*.

⁷ Taux de perte prévu = PD x LGD.

Tableau 6 : Exposition au risque de crédit par pays liée aux engagements de prêts au secteur public du CTF

Public Sector CTF Loan Portfolio - Credit Risk Exposures as March 31, 2018								
Beneficiary Country	Loan Amount	Weakest Rating	Credit Rating			PD	LGD	Expected Portfolio
			S&P	Moody's	Fitch			Loss Rate
Colombia	89,265,000	BBB-	BBB-	Baa2	BBB	2.3%	56.5%	
Egypt, Arab Republic of	149,750,000	B-	B-	B3	B	28.1%	62.1%	
India	714,000,000	BBB-	BBB-	Baa2	BBB-	2.3%	56.5%	
Indonesia	125,000,000	BBB-	BBB-	Baa3	BBB	2.3%	56.5%	
Mexico	369,514,000	BBB+	BBB+	A3(N)	BBB+	1.2%	56.5%	
Morocco	633,950,000	BB+	BBB-	Ba1	BBB-	5.5%	58.8%	
Philippines	57,201,690	BBB	BBB	Baa2	BBB	1.5%	56.5%	
South Africa	350,000,000	BB	BB	Baa3	BB+	6.3%	58.8%	
Turkey	150,000,000	BB	BB	Ba2	BB+	6.3%	58.8%	
Ukraine	148,425,000	CCC	B-	Caa2	B-	39.0%	62.5%	
Vietnam	177,900,000	B+	BB-	B1	BB-	17.3%	62.1%	
Total Exposure	2,965,005,690							
Weighted Average			BB			7.5%	58.3%	4.4%

Exposition au secteur privé

50. Les 25 % restants des engagements de prêt du CTF sont accordés à des entités du secteur privé pour lesquelles l'information accessible au public est beaucoup plus limitée. La CIFAU utilise donc les évaluations internes des risques liés aux opérations⁸ des BMD, qui sont fournies sous forme de notes équivalentes de S&P ou de PD estimées, pour calculer une note de crédit moyenne pondérée, la PD, la LGD et le taux de perte prévu pour le portefeuille du secteur privé (voir le tableau 7).

⁸ Actuellement, la BERD, la BID et l'IFC fournissent des notes de crédit internes ou des PD attribuées à leurs portefeuilles de prêts ou de prêts du secteur privé respectifs du FFC. La note de crédit qui en résulte pour le portefeuille combiné de prêts du CTF du secteur privé accordés et gérés par ces trois BMD est ensuite appliquée à l'ensemble du portefeuille de prêts du CTF au secteur privé.

Tableau 7 : Résumé de l'exposition au risque de crédit lié aux engagements de prêts aux secteurs public et privé

Loan Portfolio Credit Risk Exposure (as of 3/31/2018)									
Sector	Portfolio Risk Rating	Total Committed Loans (MM USD equivalent) ⁹	Estimated Probability of Default (PD) ⁶	Estimated Loss Given Default (LGD) ¹	Expected Loss Rate ²	Expected Losses (MM USD equivalent) ³	Notional Amount of Loans Experiencing Payment Defaults ⁴ (MM USD equivalent)	# of Defaulted or Impaired Loans	Actual Losses and Provisions vs. Total Committed Loans
Public	BB ⁵	2,965.0	7.5%	58.3%	4.4%	130.1	0	0	0%
Private	B+ ^{7,8}	985.4	19.5%	52.5%	10.2%	97.6	31.2	2	3.2%

1. LGDs are based on the Portfolio Risk Rating's mapping to the Recovery Rate associated with Moody's credit rating equivalent as published in *Moody's Annual Default Study: Corporate Default and Recovery Rates, 1920-2016* (i.e. LGD = 1 - Average Sr. Unsecured Bond Recovery Rate from the period of 1983-2016).

2. Expected Loss Rate = PD x LGD, and does not take into account any correlations between the performance of loans within the portfolio

3. Expected Losses are in addition to Actual Losses.

4. See Table 4 for actual amounts of missed payments.

5. Derived based on the mapping of the portfolio's Estimated PD to the corresponding rating agency credit rating as published in *Moody's Annual Default Study: Corporate Default and Recovery Rates, 1920-2016*

6. Represents the weighted average PD (weighted by loan amount) associated with the external rating agency credit rating assigned to each recipient (in the case of split ratings, the PD associated with the lowest of Fitch, Moody's and S&P ratings is used) as of March 31, 2018. 5-year Average Cumulative Issuer-Weighted Global Default Rates from the period of 1983-2016 as published in *Moody's Annual Default Study: Corporate Default and Recovery Rates, 1920-2016* are used.

7. Based on internal credit ratings or PDs assigned to their respective private sector CTF loans by reporting MDBs (EBRD, IDB and IFC), weighted by loan amount. The resulting credit rating for the combined portfolio of private sector CTF loans administered by these three MDBs is then applied to the entire portfolio of private sector CTF loans.

8. Methodologies used to calculate credit ratings and PDs may differ between MDBs, as well as between a given MDB and the external rating agencies

9. Information pertaining to Committed Loans is provided by the Trustee.

III. ÉTAPES SUIVANTES

51. Pendant que la CIFAU poursuivra la mise en œuvre du cadre de GRE des FIC, la CIFAU s'efforcera d'entreprendre les actions et initiatives suivantes :
 - I. mettre en œuvre un cadre de rapport sur les risques de fraude d'ici au deuxième trimestre de l'exercice 19 ;
 - II. faire circuler un document pour approbation par CTF, proposant des niveaux de tolérance au risque pour chaque risque qui est identifié, évalué, surveillé et rapporté via les tableaux de bord des risques d'ici à la fin juin 2018 ;
 - III. travailler avec les BMD pour clarifier la terminologie relative à l'équivalent dans le secteur privé de la date d'entrée en vigueur et de la date de bouclage du montage financier, et examiner si la CIFAU peut recueillir ces points de données et agréger l'exposition des projets du secteur privé au risque lié à la mise en œuvre d'ici à la fin de l'exercice 19 ;

- IV. évaluer, surveiller et signaler les risques de taux d'intérêt (sur les tableaux de bord des risques) encourus à travers les activités de prêt au secteur privé (tous les prêts au secteur public sont des prêts à taux fixe) d'ici à la fin de l'exercice 19 ;
- V. test de tension concernant les pertes sur créances prévues associées au portefeuille de prêts du CTF d'ici au deuxième trimestre de l'exercice 19.